

EMMANUEL MACRON PRÉSIDENT ÉLU

Premiers pas



(Photo AFP)

L'actuel et le prochain président de la République réunis hier pour commémorer la Victoire du 8-Mai, quelques heures avant une première manifestation de Français mécontents. L'état de grâce risque d'être court. **P 2-3**

Hollande passe le

Le chef de l'Etat en exercice et son successeur ont participé ensemble au 72^e anniversaire de la victoire des Alliés contre l'Allemagne nazie le 8 mai 1945. Une cérémonie hautement symbolique

Les présidents sortant et élu François Hollande et Emmanuel Macron (entre lesquels la passation de pouvoir aura lieu dimanche à l'Élysée - lire page ci-contre) ont déposé hier côte à côte la traditionnelle gerbe des commémorations du 8 mai 1945 sur la tombe du Soldat inconnu, sous l'arc de Triomphe. Le président Hollande était venu chercher son successeur quelques instants auparavant dans les tribunes officielles de la place de l'Étoile, le saluant d'une brève accolade après avoir passé les troupes en revue.

Ils étaient aussi côte à côte pour écouter *La Marseillaise* puis *Le Chant des partisans* entonné par le chœur de l'armée française, Emmanuel Macron laissant percevoir son émotion lors de cette première cérémonie officielle depuis son élection, les yeux parfois clos. Puis tous deux ont signé le livre d'or et salué les anciens combattants et les « gardiens de la flamme » qui la ravivent chaque soir à 18h30 précises sur la tombe du Soldat inconnu.

« Ça change des vieux croûtons »

Plusieurs centaines de personnes, massées derrière des barrières y ont assisté, prenant acte pour certains comme Daniel Weill, ancien professeur d'allemand, du passage de témoin d'une génération à une autre. « C'est une transition historique, un



Sous l'œil de Nicolas Sarkozy, mais aussi... de Manuel Valls (non présent ci-dessus), le chef de l'Etat sortant a accueilli chaleureusement son ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée, qui prendra sous peu sa succession.

(Photo AFP)

passage de génération, je ne suis pas sûr que les hommes politiques en ont conscience», estime ce retraité de 70 ans. « Sa jeunesse frappe dans le décor français. Ça change des vieux croûtons ».

Venu avec ses deux garçons, Christophe, 45 ans, voulait « voir l'ancien et le nouveau président défiler ». S'il éprouve du « soulagement » avec la victoire d'Emmanuel Macron, il ressent aussi une « pointe d'inquiétude » en raison « du score encore trop élevé du FN qui ne cesse de croître ».

« Macron a toutes les qualités pour comprendre les choses, mais il manque un peu de

sens du tragique. Or comme nous le rappelle cette commémoration, l'histoire est tragique », estime pour sa part Bruno, ingénieur de 65 ans, se présentant comme fils d'un « Français libre ».

Félicité par Sarkozy

Avant le début de la cérémonie, François Hollande avait déposé seul une première gerbe bleu-blanc-rouge en forme de croix de Lorraine au pied de la statue du général de Gaulle, au bas des Champs-Élysées, pour ouvrir ces commémorations du 72^e anniversaire du 8 mai 1945. Arrivé pour sa part avec quelques minutes

d'avance place de l'Étoile, le leader d'En marche! y avait été accueilli par plusieurs personnalités, dont l'ancien président Nicolas Sarkozy qui lui a glissé un « bravo » lors d'une longue poignée de mains.

Cette cérémonie est aussi la réédition d'une situation similaire quand, en 2012, François Hollande, élu, avait déjà déposé cette gerbe traditionnelle, au côté de Nicolas Sarkozy, président sortant. Déjà, le 8 mai 1995, deux présidents étaient sous l'arc de Triomphe, le sortant François Mitterrand, et l'entrant, Jacques Chirac. C'était, alors, une première.

Changement à la tête d'En marche!

Emmanuel Macron a démissionné hier midi d'« En marche! ». Catherine Barbaroux, jusque-là déléguée du mouvement, en a été nommée hier présidente par intérim à l'issue d'un conseil d'administration, a annoncé le secrétaire général, Richard Ferrand. « En marche! » va par ailleurs être rebaptisé « La République en marche », a-t-il ajouté, en précisant qu'un « congrès fondateur se tiendra avant le 15 juillet prochain ». Catherine Barbaroux, âgée de 68 ans, a par le passé travaillé au cabinet du ministre de l'Environnement puis du ministre du Commerce entre 1981 et 1986. Elle a également été déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle au ministère du Travail de Martine Aubry, puis d'Elisabeth Guigou, de François Fillon et de Jean-Louis Borloo, entre 1997 et 2005.

L'œil de Deligne



JE VOUS PRÉSENTE LE NOUVEAU INTERNE QUI VA S'OCCUPER DE VOUS

LES RÉSULTATS NATIONAUX

35 467 172 votants

Résultats officiels définitifs

66,10%
20 753 798 voix

ABSTENTIONS

25,44%
12 101 416

BLANCS et NULS

11,47%
4 069 256

33,90%
10 644 118 voix



Emmanuel Macron



Marine Le Pen

À Paris, une première manifestation

Plusieurs milliers de personnes, selon les organisateurs, ont manifesté hier après-midi à Paris, à l'appel du collectif « Front social », pour marquer leur mobilisation dès le lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron.

Rassemblés place de la République, ils se sont ensuite dirigés vers la place de la Bastille en criant « Anti-capitalistes », « Urgence sociale et écologique », « Pour l'égalité des droits, contre un précarité généralisée » ou encore « En Marx », proclamaient des pancartes, tandis qu'une chorale improvisée chantait « Merci patron » ou l'hymne des femmes.

Les participants avaient répondu à l'appel de sections CGT, Sud ou Unef et d'associations qui n'ont jamais ac-



Quelques milliers de personnes ont défilé contre les réformes annoncées en matière de droit du travail.

(Photo PQR/Le Parisien)

cepté la fin de la bataille contre la loi Travail.

« Les pires régressions sociales depuis 40 ans »

Le collectif avait appelé entre les deux tours à « battre les deux candidats ». Il avait en-

couragé à « participer à la première mobilisation sociale du quinquennat, que ce soit la peste ou le choléra qui arrive au pouvoir ».

« Très peu de gens ont voté pour Macron par conviction », estime Michael Adam, 25 ans,

non syndiqué et qui a voté pour Jean-Luc Mélenchon au 1^{er} tour. « On est là pour montrer qu'on ne va pas lâcher. » Pour Michael Wamen, de la CGT Goodyear à Amiens, « le Medef applaudit des deux mains », l'élection d'Emmanuel Macron. « Ce n'est pas un président qui a été élu, c'est un président directeur général », dénonce-t-il. « Quel que soit l'homme ou la femme politique élu, on aurait été dans la rue, car depuis 40 ans on n'a jamais autant subi de régressions sociales. »

Les centrales syndicales nationales ne se sont pas associées à ce rassemblement, en dépit de leurs inquiétudes concernant la volonté du président élu de légiférer par ordonnances pour réformer le droit du travail, dès cet été.

flambeau à Macron

« Je serai toujours à côté de lui »

La passation de pouvoirs avec le président élu Emmanuel Macron aura lieu dimanche à l'Élysée, a annoncé hier François Hollande en marge des cérémonies du 8-Mai.

Le toujours chef de l'État a déclaré ressentir « beaucoup d'émotion » à donner, lors de ces cérémonies, « la marche à suivre » à Emmanuel Macron. « Je voulais qu'Emmanuel Macron puisse être là, avec moi, à côté de moi, pour qu'une forme de flambeau puisse lui être passé puisque nous sommes aussi auprès de cette flamme » du Soldat inconnu, a déclaré le président sortant, interrogé sur France 2.

Questionné sur le fait de savoir si M. Macron était son « héritier », M. Hollande s'est défendu de vouloir « capter Emmanuel



François Hollande a confié avoir « beaucoup d'émotion » en indiquant « la marche à suivre » à Emmanuel Macron. (Photo AFP)

Macron». « C'est vrai qu'il m'a suivi tout au long de ces dernières années quand j'étais moi-même candidat puis Président, il a été ministre d'un gouvernement. [...] Après il s'est émancipé, il a voulu présenter un projet aux Français. Il s'est présenté devant eux, il a été élu. Il est

le Président. [...] C'est à lui maintenant, fort de l'expérience qu'il a pu acquérir auprès de moi, fort aussi de ce que nous avons fait ensemble, de continuer sa marche. »

« Il a fait ce qu'il pensait devoir faire » Son ancien conseiller ne

l'a-t-il pas trahi en se présentant à l'Élysée? « Non, il a fait ce qu'il pensait devoir faire, et il l'a fait à mes côtés et ensuite il l'a fait seul. Et maintenant avec les Français. Et moi je lui adresse tous mes vœux de réussite. »

Si Emmanuel Macron a besoin de « conseils », « il sera toujours le bienvenu et moi je serai toujours à côté de lui », a affirmé le président sortant. Que fera-t-il au lendemain de la passation? « Je serai un citoyen de France et je serai attentif à la situation de mon pays. Je serai prêt à répondre à toutes les sollicitations qui me seront faites pour être utile, mais le temps n'est pas venu. Pour l'instant, c'est à Emmanuel Macron d'avoir la responsabilité du pays. »



Par CLAUDE WEILL

La recomposition en marche

Depuis le temps que le chroniqueur roule sa bosse dans le monde politique et assiste à la montée inexorable du sentiment d'impuissance publique, il doit bien avoir eu une bonne vingtaine de fois la même discussion, hors micro, avec les dirigeants de gauche et de droite : vu l'éclatement de la gauche en deux camps irréconciliables, vu la montée de l'extrême droite, n'est-il pas inéluctable que la France se dirige, comme beaucoup de ses voisins, vers des majorités et des gouvernements de coalition? Posée ainsi, la question attirait deux sortes de réponses. Ou bien (point de vue qui avait cours chez les socialistes orthodoxes et dans la droite sarkozyste) : non, ce serait très dangereux, car cela ferait du Front national la seule véritable opposition, et le coup d'après, il risquerait de rafler la mise.

Ou bien (réponse venue de la gauche modérée mais aussi, en privé, de beaucoup de dirigeants LR) : ce serait logique en effet, et sans doute souhaitable, mais c'est malheureusement impossible en raison de nos institutions et du mode de scrutin qui coupe la France en deux.

Eh bien, nous y sommes : l'impossible est devenu possible. L'effet Macron et le grand chamboule-tout de la présidentielle ont ouvert la voie à une reconfiguration de la scène politique conforme au vœu constamment exprimé par les Français, de sondage en

sondage : la constitution d'une majorité gauche-centre-droite. Est-ce à dire que le possible va se réaliser? C'est une autre histoire... Comme le notait hier Richard Ferrand, secrétaire général d'« En marche ! », « le monde politique estime toujours qu'il faut innover dans tous

« Comme le notait hier Richard Ferrand, "le monde politique estime toujours qu'il faut innover dans tous les métiers. Sauf en politique." »

les métiers. Sauf en politique. »

On a pu le constater dimanche, dans les débats télévisés où s'exposaient au grand jour les fissures que le choc de la présidentielle a créées dans les partis de gouvernement. De part et d'autre, le fossé se creuse entre ceux qui se projettent déjà dans une majorité de rassemblement en pointillés, et ceux qui refusent de sortir du cadre.

Au PS, la balkanisation, c'est maintenant. Les uns ont déjà franchi le Rubicon et sont prêts à collaborer pleinement avec le nouveau président (Royal, Valls, Le Guen, une bonne partie des hollandais). D'autres, avec Benoît Hamon, s'inscrivent déjà dans l'opposition et appellent à une « union à gauche ». Et puis il y a la ligne « ni-ni » (ni adhésion, ni rejet, « attendons et jugeons sur pièce ») portée par Najat Vallaud-Belkacem. Une tripartition intenable à terme, et qui pourrait annoncer une scission à venir. La position des Républicains n'est pas plus confortable. François Baroin, qui rêve d'une victoire aux législatives (« la mère des batailles »), joue les serre-file et menace d'exclusion ceux qui s'éloigneraient de la « famille ». L'avertissement trahit surtout le trouble qui règne dans les rangs. Pour un Laurent Wauquiez, qui rêve d'une « alternance » débouchant sur une cohabitation de combat, d'autres, comme Christian Estrosi, estiment que « les législatives ne peuvent pas être une revanche » et, sans l'assumer aussi ouvertement que Bruno Le Maire, se préparent déjà à « travailler dans une majorité de gouvernement ». D'autres encore préfèrent attendre et juger Macron aux actes.

« Le vieux monde ne veut pas mourir, le nouveau tarde à apparaître », disait Gramsci. Nous sommes dans cet intervalle. Dans un temps suspendu. Chacun suppute, calcule et guette les signaux qu'enverra le nouveau président.

Le choix du Premier ministre, le 15 mai, aura valeur de test. Sera-t-il issu de la droite, de la gauche, du centre, de la société civile? C'est alors que l'opinion et la classe politique pourront se faire une idée plus précise de la capacité d'Emmanuel de transcender les clivages pour bâtir une majorité nouvelle sur les décombres de l'ordre politique qu'il a contribué à démolir.

Les grands rendez-vous à venir

● Les résultats officiels validés

La proclamation des résultats officiels par le Conseil constitutionnel doit intervenir demain ou jeudi au plus tard.

● La passation de pouvoirs

La passation de pouvoirs se déroulera dimanche 14 mai, dernier jour du mandat de François Hollande.

● La nomination du gouvernement

Les premiers jours suivants devraient être consacrés à la constitution du gouvernement. La nomination du

Premier ministre intervient en général au lendemain de la passation de pouvoirs.

● Le dépôt des comptes de campagne

Date importante dans le calendrier à venir : la date limite de dépôt des comptes de campagne est fixée au vendredi 7 juillet.

● Les législatives

Auparavant, les électeurs se seront à nouveau rendus aux urnes les dimanches 11 et 18 juin, pour choisir leurs députés. Reste à savoir si les Français

confieront ou non une majorité présidentielle confortable au nouveau président de la République...

● Un futur remaniement ?

Le nouveau gouvernement, à peine constitué, pourrait d'ailleurs être remanié au lendemain du second tour des élections législatives, comme cela avait été le cas, en 2012, pour le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Il pourrait l'être massivement, si les Français ne donnaient pas une majorité parlementaire au nouveau Président. Ça s'appelle la cohabitation... **K. M.**

Des félicitations internationales... partagées

Après les premières réactions dans les heures ayant suivi l'annonce des résultats (nos éditions de lundi), les messages de félicitations ont continué à affluer dans la nuit de dimanche à lundi. Bon nombre de ceux-ci ont voulu voir dans cette victoire un point marqué contre la progression des populismes, que certains pensaient inarrêtables après le Brexit et l'élection de Trump. Quoique relative – puisque son parti a doublé en 15 ans son poids électoral –, la défaite de Marine Le Pen, qui survient après des échecs en Autriche et aux Pays-Bas, semble indiquer que ceux-ci marquent le pas.

C'est le sens des commentaires qu'ont tenus les principaux responsables européens. Les Français ont fait

le choix d'un « avenir européen », s'est ainsi félicité le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Le président du Conseil européen, Donald Tusk a lui salué la décision des Français en faveur de « la liberté, l'égalité, la fraternité ». « Nous comptons sur une France au cœur de l'Europe pour changer ensemble l'Union et la rapprocher des citoyens », a tweeté de son côté le président du Parlement européen, Antonio Tajani.

« Victoire pour le monde » selon Clinton

Même son de cloche chez le Premier ministre japonais Shinzo Abe, pour qui il s'agit d'« une victoire symbolique contre les tendances de repli sur soi et protectionnistes et montre un vote de



Le président russe, Vladimir Poutine, a appelé à « surmonter la méfiance mutuelle ». (MaxPPP/EPA)

confiance dans l'UE ». Ainsi que de la part du président tunisien, Béji Caïd Essebsi, qui a estimé qu'elle reflète « la fidélité de la France à ses valeurs traditionnelles de liberté, d'égalité et de fraternité ». Sans oublier la rivale malheureuse du président américain Donald Trump, Hillary Clinton, qui a évoqué sur Twitter une

« victoire pour Macron, pour la France, l'UE et le monde ». D'autres chefs d'État ont choisi une approche plus neutre, ou centrée sur un sujet en particulier. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a ainsi essentiellement axé son message sur la nécessaire coopération contre le terrorisme islamiste. Même préoccupation chez le président russe Vladimir Poutine, qui a exhorté hier le futur Président français élu à « surmonter la méfiance mutuelle » pour combattre ensemble « la menace croissante du terrorisme et de l'extrémisme violent ». L'hôte du Kremlin avait, comme son homologue américain Donald Trump, laissé entendre à plusieurs reprises que la candidate du Front national avait sa préférence.